

Minières et répression

Marie-Dominik Langlois, Vanessa Girouard et Rosette Gagnon Bélanger

Numéro 762, janvier–février 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68257ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Langlois, M.-D., Girouard, V. & Gagnon Bélanger, R. (2013). Minières et répression. *Relations*, (762), 8–8.



Minières et répression

La répression des opposants à l'extractivisme reprend de l'ampleur au Guatemala.

**MARIE-DOMINIK LANGLOIS
ET VANESSA GIROUARD***

Les auteures sont
membres du Projet
Accompagnement
Québec-Guatemala

Au Guatemala, les forces de l'ordre ont récemment pris part, à de nombreuses reprises, à l'expropriation de populations entières pour laisser place aux investissements étrangers – surtout ceux des minières canadiennes –, dans un mépris total des droits humains et en particulier ceux des Autochtones.

Ce n'est pas sans lien avec l'arrivée à la présidence de l'ex-général Otto Pérez Molina, le 14 janvier 2012, qui laissait présager le pire, d'autant qu'il a été élu sur la base de son parti pris en faveur d'une politique de la main de fer et de l'exploitation des ressources naturelles comme moteur de la croissance économique. Accusé d'avoir ordonné des actes de torture et de génocide dans les années 1980, le président a, surtout, du sang sur les mains. Aussi, sous le couvert de la guerre au narcotrafic, on assiste à la remilitarisation du pays. Les militaires sont particulièrement présents là où les populations autochtones se sont unanimement opposées, par consultation populaire, à l'exploitation des ressources naturelles sur leur territoire.

La violence à l'encontre des communautés autochtones n'est certes pas un phénomène nouveau au Guatemala. Après 36 ans de guerre civile, des 250 000 personnes assassinées et disparues et du million de personnes réfugiées, 83 % étaient d'origine maya, selon la Commission d'éclaircissement historique parrainée par les Nations unies.

La répression violente de l'opposition à l'extractivisme ne date pas d'hier non plus, comme le rappellent tristement le massacre de Panzós en 1978 et les évictions d'El Estor en 2006-2007. Elle semble toutefois avoir récemment repris une ampleur inquiétante. Un leader impliqué dans l'organisation d'une consultation populaire a été assassiné et deux autres personnes ont été blessées à Barillas (ouest du pays), le 1^{er} mai 2012. Les 46 000 membres de la communauté s'étaient prononcés contre toute exploitation des ressources naturelles par des entreprises transnationales sur leur territoire. Le gouvernement a réagi aux troubles qui ont suivi la mort du leader communautaire en imposant l'état de siège pendant 18 jours, envoyant sur place plus de 400 soldats et policiers et suspendant tous les droits constitutionnels de la communauté. En tout, 17 personnes ont été détenues et 12 emprisonnées dans une prison à haute sécurité, sans avoir eu de procès.

Autre cas préoccupant, le 4 octobre 2012, des gens opposés à la réforme de la loi sur les mines proposée par le ministère de l'Énergie et des Mines ont bloqué l'accès à l'autoroute située dans la communauté de Totonicapán (ouest du pays). Ce blocus, violemment réprimé par l'armée, s'est soldé par la mort de huit personnes, alors qu'une trentaine d'autres ont été gravement blessées.

Un rapport du Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies a fait état de nombreuses préoccupations concernant ce type d'exécutions extrajudiciaires arbitraires, de même que d'autres violations des droits fondamentaux,

notamment le non-respect du droit à la liberté de réunion et de manifestation, l'utilisation de l'armée dans des opérations de sécurité publique, l'encadrement très strict des manifestations à caractère social ou encore la discrimination et l'exclusion de la population autochtone. Celle-ci, à de nombreuses reprises, a tenté d'ouvrir un dialogue avec le gouvernement – sans succès.

Ces conflits se cristallisent autour de visions opposées du développement. D'une part, la vision extractiviste, où l'exploitation des ressources naturelles n'est possible que par la destruction de l'environnement. D'autre part, la cosmovision maya, dans laquelle la terre revêt un caractère originel et sacré.

Ceux et celles qui dénoncent la présence minière au Guatemala se font harceler, intimider, arrêter sous de fausses accusations, et même, assassiner. Malgré l'adversité, les communautés s'organisent et poursuivent avec conviction leur lutte. La solidarité internationale agit pour dénoncer les violations commises, briser l'isolement des populations marginalisées et prévenir que la violence ne s'abatte encore davantage sur elles. Afin d'y travailler, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala tiendra, en mars prochain, une série de colloques sur le thème de la criminalisation de la défense des droits socio-environnementaux dans les Amériques, avec la participation de défenseurs des droits humains du Guatemala. ●

* Avec la collaboration de Rosette Gagnon Bélanger.